

Secrétariat général de la Commission bancaire

A world map in light blue with vertical blue bars of varying heights overlaid on it. The bars are positioned across the Americas, Europe, Africa, and Asia.

La révision des BCP « Basel Core Principles »

Réunion des Contrôleurs d'Afrique Centrale et de l'Ouest

Libreville – 26 octobre 2006

Pierre-Yves THORAVAL
Secrétaire Général adjoint
de la Commission bancaire

Plan

1. Introduction
2. La révision des BCP (Basel Core Principles)
3. Les modalités d'évolution du processus d'évaluation
4. Les principales évolutions des BCP
5. Conclusion

1. Introduction

1.1. Définition des BCP et de leur rôle

- Un cadre minimal de normes relatif aux pratiques de supervision :
 - Et non un cadre exhaustif des meilleures pratiques.
 - Les autorités nationales sont libres d'adopter les mesures complémentaires qu'elles estiment nécessaires pour mettre en oeuvre une supervision efficace.
- Qui vise à évaluer la qualité du système de supervision d'un pays.
- Et à aider les pays qui doivent maintenant se concentrer sur la révision de leur calendrier de mise en oeuvre.
- Un niveau d'exigences élevé est requis en ce qui concerne la conformité à des pratiques minimales saines. Ces dernières sont définies comme des normes minimales et universellement applicables.

1. Introduction

1.1.Définition des BCP et de leur rôle (suite)

Buts ultimes :

- améliorer le processus de surveillance bancaire et
- favoriser la stabilité financière internationale

1. Introduction

1.2. Statuts des BCP

Les BCP : document du Comité de Bâle écrit grâce à une étroite coopération entre les superviseurs. La version initiale des Principes fondamentaux (09/97) et de la Méthodologie (10/99) a fait l'objet d'une révision longuement concertée. La version révisée a été adoptée par 120 pays lors de la réunion de l'ICBS à Mérida (04/10/06). Cette révision s'inscrit dans une démarche de continuité et de comparabilité. Elle insiste tout particulièrement sur la notion de flexibilité, afin de promouvoir une supervision des systèmes bancaires efficace, quel que soit leur état d'avancement.

- Elle repose sur une analyse plus fine des critères essentiels et complémentaires dans la méthodologie et accorde une attention toute particulière à la prise en compte d'une solide gestion du risque et du gouvernement d'entreprise. Elle met aussi l'accent sur l'indépendance des autorités, le renforcement de la coopération et sur la transparence des informations.

1. Introduction

1.3. Méthodologie des BCP

- Pas d'évolution significative.
- Evaluations : auto-évaluations, BCP uniques ou liés au contexte du FSAP (initiative du FMI et de la Banque mondiale), examens de tiers, revues des pairs.
- Concept des “Quatre Yeux”.
- Élément de jugement, en plus d'une expertise technique et juridique.
- Lois et règlements : niveau suffisant en termes de champ et de profondeur et mis en oeuvre de façon efficace.

1. Introduction

1.3. Méthodologie des BCP : les niveaux d'appréciation n'ont pas été changés

- Conformes : ensemble des critères vérifiés, sans insuffisance majeure.
- Largement conformes : insuffisances mineures, mais pas d'interrogations quant à la capacité et l'intention claire d'atteindre une large conformité au cours d'une certaine période de temps.
- Non conformes de façon significative : insuffisances sérieuses en dépit de l'existence de règles formelles, réglementations et procédures ; preuve de l'inefficacité de la supervision, faiblesse de la mise en oeuvre pratique ; interrogations sur la capacité des autorités à en assurer la conformité.
- Non conformes : aucune mise en oeuvre significative ; supervision manifestement inefficace.
- Non applicables : inapplicable ou activité non significative.

1. Introduction

1.4. Traitement de Bâle II dans les BCP

- Le Comité de Bâle estime que la mise en oeuvre de Bâle II ne constitue pas une condition préalable de la conformité aux Core Principles.

Néanmoins, les saines pratiques de la supervision qui en découlent sont partiellement intégrées aux BCP.

- Bâle II ne constitue cependant pas la première priorité pour l'ensemble des autorités de supervision dans le monde.
- Des superviseurs régionaux dotés de ressources techniques et humaines limitées peuvent légitimement donner la préséance à la mise en conformité aux BCP sur la mise en oeuvre de Bâle II, ainsi que l'indique une analyse du BCBS partagée par la Banque Mondiale et le FMI.

1. Introduction

1.5. Les documents des BCP

- Les “Basel Core Principles” (BCP) sont contenus dans les deux documents d’octobre 2006 précités (les Principes fondamentaux, d’une part, et leur Méthodologie, d’autre part).

Ils visent à rendre les évaluations aussi objectives et homogènes que possible.

- La révision des BCP :
 - comporte deux documents
 - mais est présentée dans un document unique (“paquet conceptuel”)
 - La Méthodologie inclut cependant également une version révisée de l’annexe IFI préparée par le FMI et la Banque Mondiale.

2. La révision des BCP

2.1. La logique sous-jacente

1. Depuis 1997, des changements significatifs sont apparus dans le domaine de la supervision bancaire :
 - Développement de la gestion des risques.
 - Besoin considérable et en augmentation d'accords en matière de supervision consolidée.
 - Nécessité accrue d'une supervision fondée sur les risques.
 - Transparence et responsabilité du superviseur.
2. Acquisition d'une vaste expérience
 - Mise en œuvre des BCP par différents pays.
 - Exercices FSAP et évaluations individuelles.

10

2. La révision des BCP

3. Émergence de nouvelles questions d'ordre réglementaire, de nouveaux éclairages et de lacunes dans la réglementation ... qui ont souvent donné lieu à des publications du Comité de Bâle.
4. Nécessité de renforcer la cohérence entre :
 - d'une part les BCP,
 - d'autre part les normes relatives au secteur des titres, des assurances et de la gestion ALM.
5. Néanmoins, les principes fondamentaux sectoriels se concentrent sur des domaines de risque et sur des priorités en matière de contrôle, lesquels se révèlent variables selon les secteurs. Ce qui justifie le maintien de certaines différences.

2. La révision des BCP

2.2. Les grandes lignes de la révision

1. Les changements sont limités au maximum (on en reste à 25 CP mais la liste des EC et AC est modifiée), afin d'assurer :
 - Une continuité par rapport aux principes actuels (i.e. ceux de 1997).
 - Une comparabilité par pays.
2. L'actualisation des BCP repose sur les normes de supervision actuelles.
3. Un équilibre a été trouvé entre l'intégration de nouveaux éléments dans les principes et une certaine continuité avec le cadre précédent.
4. Les BCP demeurent centrés sur la supervision bancaire, conformément à l'objectif initial.

2. La révision des BCP

2.3. Le calendrier de travail et le processus d'élaboration

Juin 2004 : Le Comité de Bâle nomme une équipe réduite de « sherpas » afin d'établir le champ et les conditions de la révision.

Décembre 2004 :

- Le Comité approuve le processus de révision.
- Début du processus de rédaction.

Octobre 2005 :

- Approbation par le Comité des projets de révision.
- Envoi du projet initial aux groupes régionaux et autres instances d'élaboration des normes pour commentaires.

10 Janvier 2006 : Réunion des présidents des Groupes régionaux à Bâle.

2. La révision des BCP

2.3. Le calendrier de travail et le processus d'élaboration

Printemps-Eté 2006 : période de consultation publique :

- Les fora de régulateurs autres que le BCBS (CPSS, FATF, IAIS, IOSCO...) sont invités à formuler des propositions d'harmonisation avec leurs propres standards.
- Les observations recueillies par le groupe de travail de révision des BCP (juillet 2006) sont soumis à discussion.
- Un second projet intégrant la plupart des commentaires obtenus est publié le 23 août 2006.

Le document révisé a été approuvé par les membres du BCBS et du CPLG le 29 août et par les Gouverneurs des pays du G10 le 10 septembre 2006

2. La révision des BCP

- **ICBS, le 2 octobre 2006, à Mérida: adoption par le BCBS de la version révisée finale des BCP, dans le cadre d'une réunion conjointe (BCBS, CPLG et Présidents des Groupes régionaux)**
- La nouvelle version des Principes ne constitue pas une révolution mais une évolution.
- Elle n'est cependant pas négligeable et permet **leur utilisation par tous les pays et par tous les systèmes.**
- Elle est **d'application immédiate**. Toutefois, elle n'exclut pas la prise en compte par les notateurs d'un « certain » délai d'adaptation nécessaire notamment pour l'adoption des lois et règlements y afférents par les autorités concernées.

2. La révision des BCP

- Ce texte constitue une « **aide extérieure** » permettant aux organismes de supervision d'inciter leurs propres autorités à adopter les principes retracés dans les CP2 et à faire évoluer leur propre système.
- Une auto-évaluation nationale, menée avec rigueur, est fortement conseillée
- Le résultat de l'enquête FSAP menée sur la France est disponible sur le site du Fonds Monétaire International (www.imf.org).

3. Les modalités d'évolution du processus d'évaluation

3.1. Comment le processus d'évaluation est impacté (1)

1. Les évaluations précédentes demeurent valables, puisque les modifications des BCP ne sont pas significatives et que les deux versions des principes demeurent relativement compatibles.
2. Les évaluations futures des pays seront fondées sur les BCP révisés.
3. La structure précédente des principes (avec des critères essentiels et complémentaires) demeure inchangée. Cependant, certains critères supplémentaires sont devenus « essentiels » et de nouveaux critères ont été créés.
4. L'appréciation finale repose désormais de façon explicite uniquement sur la vérification du respect du critère « essentiel ».
5. Il est désormais très clair que les conditions préalables ne font pas partie des BCP, *stricto sensu*. Mais des orientations relatives aux éléments non vérifiés des conditions préalables devront être définies dans les évaluations.

17

3. Les modalités d'évolution du processus d'évaluation

3.2. Comment le processus d'évaluation est impacté (2)

1. Les BCP abordent davantage des questions individuelles que macroéconomiques ou d'ordre financier général (par exemple, les risques de la dollarisation plutôt que ses conséquences générales).
2. La conformité avec les CP est plus adaptée à la taille et à la complexité des banques et des systèmes bancaires. Par ailleurs, le concept général de supervision fondée sur le risque est particulièrement mis en exergue.
3. Les BCP demeurent neutres quant à la question de l'existence d'un superviseur trans-sectoriel ou d'un superviseur unique (avec une coopération pertinente et des échanges d'informations).
4. Bâle II, élaboré dans le but de fournir des options aux banques et aux systèmes bancaires dans le monde, ne constitue pas une condition préalable de conformité vis-à-vis des BCP. Le Comité admet en effet que son adoption ne représente pas une priorité pour l'ensemble des autorités de supervision.

18

4. Les principales évolutions des BCP

4.1. La structure générale des principes

- **Nombre de principes inchangé à 25**, ce qui constitue un signal fort de continuité par rapport aux principes fondamentaux précédents et autorise des comparaisons significatives entre pays (par rapport au cadre existant).
- **Nouveau principe « chapeau » (CP 7)** : se réfère à la supervision de la gestion des politiques et des processus de gestion des risques (CI).
- **Principes individuels rajoutés** relatifs aux risques de taux et de liquidité, ainsi qu'au risque opérationnel, compte tenu de leur importance croissante.
- **Ancien principe 24** sur les responsabilités des superviseurs du pays d'accueil, fusionné avec le principe 25 sur les relations entre superviseurs des pays d'origine et d'accueil.
- Les BCP révisés n'incluent **pas de principe distinct sur la supervision des banques commerciales nationalisées**. Aucun principe distinct ne traite des assurances des dépôts. Les deux annexes antérieures se rapportant à ces sujets ont été supprimées.

19

4. Les principales évolutions des BCP

4.2. Principales modifications

1) L'intégration des dispositions du Nouvel Accord de Bâle

- ⇒ La structure des principes fondamentaux reflète la préférence d'une majorité de membres du Comité de Bâle et du CPLG.
- ⇒ Les principes relatifs aux risques de marché, de taux d'intérêt du portefeuille bancaire et de liquidité, ainsi qu'au risque opérationnel constituent quatre principes à part entière.

2) Le nouveau CP1 demeure sensiblement identique au précédent

- Le besoin d'une indépendance opérationnelle est reconnu de façon explicite, à protection juridique inchangée.
- Des modifications mineures mettent l'accent sur une plus grande transparence, une responsabilité accrue, le gouvernement d'entreprise et des ressources adaptées.

20

4. Les principales évolutions des BCP

4.2. Principales modifications (suite)

3) Les exigences relatives à l'agrément et à la structure (CP2 au CP5)

- Des principes sensiblement identiques.
- Pas de définition du terme général de « banque » ; utilisation du terme « dépôt bancaire » ;
- Nouvelles exigences dans le CP2 pour une liste actualisée des activités des banques.
- Changements mineurs de formulation afin d'inclure le gouvernement d'entreprise, la gestion du risque, et les éventuels conflits d'intérêt.
- Renforcement du pouvoir des superviseurs afin d'examiner et de réguler les transferts significatifs de propriété et les principales acquisitions.

4. Les principales évolutions des BCP

4.2. Principales modifications (suite)

4) Les exigences prudentielles (CP6 au CP8)

- Principe n°6 sur les exigences en fonds propres : adapté afin de tenir compte des juridictions adoptant Bâle II,
- Principe n°7 « principe fondamental chapeau » relatif à la gestion des risques et portant sur le processus de gestion centralisée des risques. Il couvre l'ensemble des questions communes aux différentes catégories de risque afin de permettre une application proportionnée à la taille de la banque et à la complexité de la situation.
- Principe n°8 : reflète le contexte plus large du risque de crédit, et notamment le risque de contrepartie, ainsi que l'évaluation de la qualité des actifs.

4. Les principales évolutions des BCP

4.2.Principales modifications (suite)

4) Les exigences prudentielles (CP9 au CP13) (suite)

- Le principe n°9 a été reformulé : Les contrôleurs bancaires doivent s'assurer que les banques définissent et suivent des politiques et des procédures adaptées pour gérer leurs actifs douteux et évaluer l'adéquation de leurs provisions et de leurs réserves.
- Le principe n°10 sur les limites d'exposition aux grands risques, le principe n°11 sur les expositions des parties apparentées, et le principe n°12 sur le risque-pays et le risque de prendre en compte le document du Comité de Bâle sur la gestion du risque de crédit.
- Principe n°13 : changements non significatifs mais destinés à prendre en considération le développement des pratiques de marché relatives à la gestion des risques.

4. Les principales évolutions des BCP

4.2. Principales modifications (suite)

5) Les exigences prudentielles (CP14 au CP18) (suite)

- Principes n°14, 15 et 16 : de nouveaux principes portant sur le risque de liquidité, le risque opérationnel et le risque de taux d'intérêt.
- Principe n° 17 sur le contrôle interne et l'audit : de nouvelles exigences pour l'existence d'une fonction indépendante de conformité, avec l'audit interne indépendant.
- Principe n°18 sur l'abus de services financiers (ex. fraude, blanchiment d'argent, terrorisme, autres activités criminelles). Principe cohérent avec les critères stricts de connaissance de la clientèle (KYC, KYS).

4. Les principales évolutions des BCP

4.2.Principales modifications (suite)

6) CP19 à CP21 sur les méthodes de supervision et CP22 sur les exigences relatives à l'information financière

- Principes n°19 et 20 : reprise des concepts clés des principes 16 et 17, mais regroupés afin de permettre une différenciation entre l'approche réglementaire, d'une part, et les techniques de supervision, d'autre part, ainsi que dans le but de faciliter les techniques d'évaluation.
- Principe n°21 : exigences de déclaration aux autorités de contrôle combinant le CP n°18 original et le CP n°19 dans un seul principe sur le reporting réglementaire. Le CP n°21 précise le champ de l'information demandée ainsi que les exigences du cadre comptable et juridique.
- Principe n°22 sur les exigences en matière de comptabilité et d'informations financières : actualisé pour prendre en compte les développements relatifs à la comptabilité et à la « disclosure » (incluant notamment le Pilier 3 de Bâle II).

25

4. Les principales évolutions des BCP

4.2. Principales modifications (suite)

7) CP23 : mesures correctrices des autorités de contrôle, CP24 et CP25: supervision transfrontière

- Principe n°23 largement inchangé : met l'accent sur la mise à disposition d'un ensemble d'outils de supervision. La formulation est précisée dans un souci de prudence et dans le but d'éviter tout engagement spécifique quant à une intervention et une résolution en amont. Application des mesures de façon proportionnée par rapport à la sévérité de la situation.
- Principe n°24 : combine deux principes sur la supervision consolidée et l'importance de son caractère efficace en pratique.
- Principe n°25 : résulte de la fusion des principes n°24 et 25 antérieurs afin de présenter un ensemble d'exigences relatives aux relations home/host. Nécessité d'un cadre harmonisé de communication entre les différents superviseurs. Reconnaissance des évolutions actuelles vers de plus larges groupes bancaires transfrontières.

26

4. Les principales évolutions des BCP

4.2. Principales modifications (suite)

8) Annexe IFI du document relatif à la méthodologie des BCP :

- Remaniée afin d'être plus explicite quant au rôle des évaluateurs des principes fondamentaux afin d'identifier les conditions préalables qui ne seraient pas satisfaites et qui seraient susceptibles d'affecter la conduite du contrôle bancaire effectif.
- Constitue un guide et un cadre pour l'organisation et la méthodologie des rapports d'évaluation aux principes BCP.
- Inclut des éléments d'information relatifs au contexte, à l'information et à la méthodologie utilisée, ainsi qu'aux insuffisances en termes de niveau d'information.
- Définition d'un cadre institutionnel et macroéconomique et d'une structure de marché.

27

4. Les principales évolutions des BCP

4.2. Principales modifications (suite)

8) Annexe IFI du document relatif à la méthodologie des BCP (suite):

- Examen des conditions préalables pour une supervision bancaire efficace :

- Politiques macroéconomiques saines et soutenables.
- Infrastructure publique développée
- Discipline de marché effective.
- Mécanisme de fourniture d'un niveau pertinent de protection systémique (ou filet de sécurité public).

CONCLUSION

- **La révision des BPC constitue l'une des entreprises les plus exigeantes du Comité de Bâle.**

Ces principes constituent **le socle sur lequel doivent s'appuyer TOUS les contrôles bancaires dans le monde.**

Le respect des conditions indiquées dans les CP2 est primordial. Il constitue une condition préalable à toute autre évolution (« supervision basée sur les risques », « passage à Bâle II », etc).

Les BCP sont essentiels, non seulement pour les membres du Comité de Bâle, mais aussi pour l'amélioration de la supervision bancaire, car ils permettent de **promouvoir la stabilité financière internationale.**

La Commission bancaire française met en oeuvre cette vision à travers son action permanente et affirme son soutien ferme à la mise en oeuvre des BCP rénovés.

-

29

CONCLUSION

- **Les modifications intervenues constituent un changement relativement modeste du cadre actuel.**

Elles sont le reflet des nouvelles normes et recommandations successivement publiées par le Comité depuis 1997, notamment en ce qui concerne la gestion du risque. Le nouveau dispositif présente un équilibre satisfaisant entre la continuité et la pertinence pour l'ensemble des systèmes bancaires, indépendamment de leur niveau de développement.

Les échanges d'expérience entre régulateurs se révèlent fort utiles, dans le cadre de relations formelles (Groupe des Superviseurs Bancaires Francophones, par exemple) ou informelles. Le GSBF a ainsi décidé lors de sa réunion de Mérida d'organiser l'accès de ses membres à une information centralisée via son site Internet (« questions-réponses BCP ») et de relayer, le cas échéant, les questions nouvelles vers le Comité de Bâle.

- Afin de favoriser l'acceptation de ces principes par une large majorité de superviseurs, **le résultat final doit répondre le mieux possible aux attentes du plus grand nombre d'entre eux.**

Secrétariat général de la Commission bancaire

